

Le retour au capitalisme par la voie de la privatisation

Jean Dalpé

Volume 54, numéro 4, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1104534ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1104534ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)

2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dalpé, J. (1987). Le retour au capitalisme par la voie de la privatisation. *Assurances*, 54(4), 616–620. <https://doi.org/10.7202/1104534ar>

Le retour au capitalisme par la voie de la privatisation

par

Jean Dalpé

616

Aujourd'hui, la tendance est à la privatisation dans tous les pays industrialisés, où l'on avait donné l'exemple de l'intervention de l'État dans l'industrie, le grand commerce, les transports et, plus récemment, la banque et certains groupes puissants. Il y a bien longtemps, l'exemple de la nationalisation était venu d'Angleterre, de France et, par la suite, en 1917, de la Russie où l'État avait mis la main sur l'ensemble des moyens de production, les banques et, en général, l'entreprise. Puis, dans certains pays, les esprits ont changé. Pour revenir à la prospérité, on a dit qu'il fallait donner à l'initiative privée la direction de l'entreprise en la privatisant. L'Angleterre a donné un premier exemple ; puis la France a suivi, après des élections qui ont donné lieu à une vive bataille entre les groupes opposés de la gauche et de la droite. Au Canada, on en vient aussi à la privatisation, aussi bien dans les milieux fédéraux que provinciaux.

Nous voulons noter ici trois travaux bien différents qui traitent du capitalisme dont s'inspire cette forme de l'initiative privée qu'évoque l'évolution de la pensée économique. L'un s'intitule « Le capitalisme triomphant dans le Québec de 1870 à 1900 »⁽¹⁾. Il montre comme s'est développé le pays durant ces trente années où le capitalisme – donc l'initiative privée – a agi et ce qu'elle a donné à une époque où elle était laissée libre d'entreprendre comme elle l'entendait, sans autre contrainte ouvrière, économique ou étatique que celle que lui opposaient les forces agissantes de l'époque. Les profits étaient énormes, comme aussi les abus. Ce n'est pas à cette formule de libéralisation que l'on s'arrête maintenant. La privatisation des entreprises, en effet, ne peut être faite que dans l'intérêt général et pourvu que s'appliquent les règles qui doivent régir les affaires pour qu'elles servent bien à la fois l'actionnaire, l'ouvrier et l'État. Ce que ne faisait pas le capitalisme triomphant de 1870 à 1900.

(1) Extrait des *Mémoires de la Société royale du Canada*, tome XI, 1973, page 159.

Voici des exemples d'abus intolérables :

« Le capitalisme triomphant, c'est-à-dire ce qu'il m'a paru être au Canada à une époque où l'entrepreneur individuel était laissé à peu près libre de faire ce qu'il voulait et de recueillir les fruits de son effort presque intégralement, dans une économie en pleine expansion. L'entrepreneur du dix-neuvième siècle a rendu service mais, suivant les conceptions de l'époque en Amérique aussi bien qu'en Europe, il a aussi maintenu dans la misère une population qui n'était pas encore organisée pour se défendre efficacement. Au vingtième siècle, les choses ont bien changé, il est vrai. L'État a demandé sa part des gains et les syndicats ont exigé un traitement bien différent, en allant très loin, au point d'atteindre l'abus dans le sens contraire, à certains moments.

617

« Mais dans ce domaine, comme dans tant d'autres, est-il possible de s'arrêter à temps sur la pente glissante des exigences ? »

« Dans certaines industries, on travaille de 10 à 11 heures par jour et six jours par semaine. Ailleurs, dans les périodes les plus occupées, les heures de travail peuvent être de 12 à 14 heures, avec des salaires allant de \$0.75 à \$1.35 par jour, moins les amendes pour les retards ou pour une production insuffisante. Les salaires augmentent bien lentement puisque, en 1901, un plombier gagne à Montréal \$1.85 pour une journée de 10 heures.

« À Montréal, certains magasins ouvrent le matin à cinq heures et demie et le plus grand nombre, entre sept et huit. Rue Sainte-Catherine et rue Saint-Laurent, ils ferment à 7 heures le soir, mais certains restent ouverts jusqu'à 11 heures. Or, il n'est pas permis au personnel de s'asseoir pendant ces longues journées, sauf si l'on est modiste ou tailleur.

« Les femmes et les enfants travaillent de longues heures et sont encore plus mal payés. Les enfants sont battus ou sont logés au cachot, si on les juge insupportables. Ils sont également mis à l'amende fréquemment. Dans le commerce de détail, au début, à l'âge de 12 ans, les enfants gagnent de \$1.50 à \$2.00 par semaine. Ils font également du travail de nuit. »

Et ce ne sont là que quelques exemples.



Dans un autre travail, M. le professeur Courville présente la leçon inaugurale de son cours à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal, donnée le premier mai 1984.

Le professeur Courville est nettement favorable au capitalisme dont il présente l'esprit créateur, la valeur profonde en tant que système économique. Assez curieusement, il souligne l'opinion contraire qu'il a constatée chez certains de ses collègues, dans le milieu francophone. Il le déplore, tout en restant fidèle à sa conception. Voici comment il s'exprime :

618

« Ce sujet dont je vais traiter est le capitalisme et plus précisément la démocratie et le capitalisme. Je mettrai, par contre, l'accent sur le dernier terme pour la bonne et simple raison qu'il a permis les fruits du premier, au sens où il en est une condition nécessaire. Et pourtant, s'il est une chose dont il ne faut pas parler dans notre société, c'est bien du capitalisme. Certes, on peut toujours en causer et, à condition d'en illustrer les multiples aberrations, on peut même l'enseigner. Mais qui l'observe, l'analyse, le scrute ? Vous conviendrez avec moi que ce n'est pas un sujet de préoccupations. Qui s'en fait l'observateur, le comptable avec un oeil sympathique ou même neutre ? Faites l'exercice suivant : allez dans une librairie et feuillotez les bouquins où le mot capitalisme apparaît dans le titre. Au moins la moitié sont des analyses marxistes avec les intentions que vous connaissez. Le reste peut se diviser en deux : des analyses non marxistes, mais promptes à exhiber les affres du capitalisme et quelques rares, pour ne pas dire inexistantes, références à un stade ou l'autre du développement du capitalisme. Il faut en conclure que si le système capitaliste est celui dans lequel on vit, il ne semble pas être celui dans lequel les intellectuels aimeraient nous voir y vivre. Avec le résultat qu'on connaît très peu l'environnement qui nous entoure et le système d'idées qui l'a produit⁽²⁾.

« J'aimerais donc profiter de cette tribune pour esquisser un plan de travail plutôt que de faire le point sur une somme de travaux. Ainsi, j'aborderai la genèse du capitalisme et les idées qui ont conduit à son implantation. Puis, je me rapprocherai de la société québécoise. Sans vouloir expliquer pourquoi le capitalisme est un sujet tabou ou pourquoi il recueille cette attitude de *benign neglect*, j'es-

⁽²⁾ Il vaut la peine de consulter l'*Encyclopédie Universalis* sous la rubrique *capitalisme*. L'encyclopédie, censée représenter le savoir universel, se limite dans ce cas au savoir marxiste. Cet ouvrage de référence pour bon nombre d'étudiants fait du capitalisme une affaire d'exploitation et un système en proie à des contradictions qui le détruiront.

saierai de voir comment ce courant d'idées a pu être évacué du Québec et comment il nous maintient dans une contradiction qu'on s'efforce, en certains endroits, d'entretenir. Nous préférons l'ignorer ou le décrier. Il devient contre-culture parce que notre culture le rejette ; tout en sachant en profiter, évidemment. Puis, finalement, j'opposerai démocratie et capitalisme pour dégager quelques conclusions ».

L'opinion de M. Courville est intéressante. Aussi, avons-nous voulu la citer comme une réaction à un milieu bien curieusement favorable, semble-t-il, à un système qui, à de rares exceptions près, a donné des résultats si piètres qu'il est entraîné en ce moment dans le grand mouvement de privatisation là où il est possible dans les pays développés industriellement. Même si on y a subi profondément la marque socialisante, on est très ouvert à l'idée de revenir en arrière, en ce moment. Ainsi, au Canada, où règne un certain esprit libéral pourtant, on a eu recours à l'État à un moment où seul ou à peu près seul, il pouvait créer certaines structures dont nous avons un besoin essentiel, sans avoir individuellement l'esprit d'entreprise voulu et, souvent, les moyens techniques ou matériels d'y faire face. Dans d'autres cas, comme dans l'assurance contre le chômage, l'État fédéral est intervenu lui-même parce que l'initiative privée se sentait incapable de faire face au risque en jeu, durant certaines périodes particulièrement critiques. Actuellement, comme ailleurs, le mouvement est contraire, la privatisation est à l'ordre du jour. On ne sait pas exactement jusqu'où on ira dans ce sens, mais il est déclenché : la privatisation est en marche. Il faudra se garder, cependant, de lui laisser prendre toutes les initiatives sans aucune contrainte pour ne pas revenir à la situation déplorable existant à la fin du siècle précédent.



Une troisième oeuvre, un livre cette fois, nous apporte un éloge intéressant et profond du capitalisme. Sous la plume du père Bruckberger, ce Dominicain qui a osé dire un jour à la Papauté : « Cessez de faire de la diplomatie ! », l'auteur nous a apporté, en 1983, un livre qu'il venait d'écrire à la suite d'un voyage aux États-Unis où il avait étudié le capitalisme en particulier. Il a intitulé son oeuvre : *Le capitalisme : mais c'est la vie !* Tout se trouve dans son titre, car s'il déteste l'ordre bourgeois qui a duré de six à sept siècles et qui était basé essentiellement sur l'argent, le capitalisme, note-t-il, n'a pas destin

lié avec le monde bourgeois. Il est contemporain de l'apparition de l'homme sur cette planète. Voici ce qu'il écrit :

« L'âge bourgeois a duré de six à sept siècles. Ce n'est pas mal pour une période historique, il a fait son temps. Mais le capitalisme, lui, n'a pas destin lié avec le monde bourgeois. Il est contemporain de l'apparition de l'homme sur cette planète. Depuis vingt ou quarante mille siècles, on lui doit tous les progrès de l'humanité. Le monde bourgeois a été une maladie du capitalisme, une maladie d'enfance, il est vrai, pernicieuse et il faut se féliciter que le capitalisme finisse par en sortir. Car le capitalisme a toute la vie devant lui, maintenant qu'il est en train de guérir de sa maladie bourgeoise, il va pouvoir grandir, devenir beau, s'épanouir. Renoncer au capitalisme serait reconcer à ce que notre espèce a de spécifiquement humain, à l'avenir même de l'espèce.

« Ce n'est pas idiot d'avoir comparé l'âge bourgeois avec un diabète du capitalisme. Le diabète est un excès de sucre dans l'organisme. Le sucre du capitalisme, c'est l'argent. Il en faut, mais trop, c'est trop. L'âge bourgeois a faussé la formule du capitalisme parce qu'il n'a pas su rembarrier l'argent dans sa fonction nécessaire, mais limitée. Du coup, tous les métabolismes ont été viciés. Cela se soigne et on en guérit ».



Le point de vue du père Bruckberger est très personnel, mais il ne faut pas mettre son livre de coté sans l'avoir lu. Il nous apporte, en effet, un point de vue bien différent de celui que l'on considère dans un certain milieu. On doit voir le capitalisme comme un grand et précieux instrument de travail ou une atmosphère créatrice, et non comme un système qui doit être jugé avec horreur ou avec le plus profond dédain.